

Programme 2022: à fond le fond

Frexit: une volonté cachée des candidats populistes

ARTICLE PARU DANS LIBERATION LE 16 02 2022

Programmes de la présidentielle 2022: à fond le fond dossier



Rassemblement contre le pass sanitaire, place du Trocadéro à Paris, le 24 juillet 2021. (Katia Zhdanova/Hans Lucas via AFP)

par [Jean Quatremer](#), correspondant européen
publié le 16 février 2022 à 8h10

Le Frexit dans la politique française, c'est Voldemort dans Harry Potter, «Celui-Dont-On-Ne-Doit-Pas-Prononcer-Le-Nom». Tous les partis populistes français, qu'ils soient de gauche radicale ou d'extrême droite, en ont parfaitement conscience, car l'invoquer aurait un coût politique faramineux dans un pays où plus des deux tiers des citoyens sont attachés à l'Union et à l'euro. L'explosion en plein vol de Marine Le Pen sur la question de la monnaie unique, lors du débat du second tour de la présidentielle de 2017, mais aussi le fiasco du Brexit, ont durablement marqué l'imaginaire hexagonal. [François Asselineau](#), de l'Union populaire républicaine, dont c'est le fonds de commerce, est le dernier à défendre le Frexit sans complexe, mais il ne s'agit que d'une candidature de témoignage.

Pourtant, sur le fond, rien n'a changé : les programmes des populistes restent profondément irréductibles au droit européen et mènent tout droit au Frexit.

Tribune
TRIBUNE

Montebourg : «Nul besoin d'agiter la menace d'un Frexit pour faire respecter notre souveraineté»

[Elections](#)

17 oct. 2021

Pari d'une confondante naïveté

Fabien Roussel (PCF), Jean-Luc Mélenchon (LFI), Marine Le Pen (RN) ou Eric Zemmour sont donc tous d'accord sur la nécessité de réformer de fond en comble les traités européens pour mettre en œuvre leur programme. Mais, comment faire puisqu'il faut l'accord de l'ensemble des vingt-sept Etats membres pour changer la moindre virgule de ces traités ? La réponse est simple ou plutôt simpliste : il suffirait de menacer de claquer la porte de l'Union si nos partenaires n'adoptaient pas, par extraordinaire, la vision de Roussel-Mélenchon-Le Pen-Zemmour. Le pari de nos populistes est que les Etats membres préféreraient s'aligner plutôt que de perdre la France, ce qui est à tout le moins arrogant et surtout d'une confondante naïveté.

A défaut de modifier les traités, Mélenchon propose de décider unilatéralement d'«*opting-out*», de ne pas s'aligner, sur les politiques qui lui déplaisent, à l'image de ce qu'ont obtenu le Royaume-Uni et le Danemark dans le passé. Mais il oublie là aussi que «*l'opting-out*» doit être décidé à l'unanimité des Vingt-Sept et qu'il ne peut pas s'appliquer dans les domaines du marché intérieur (notamment la politique de concurrence) et de la politique économique et monétaire sauf à quitter l'euro. Certes, la France pourrait refuser unilatéralement d'appliquer telle ou telle politique, telle ou telle décision, mais elle s'exposerait à de sévères sanctions financières comme l'expérimentent actuellement [la Pologne](#) et [la Hongrie](#).

L'Europe n'est pas une France en plus grande

Nos populistes imaginent multiplier les bras de fer avec Bruxelles pour parvenir à leurs fins en s'inspirant de la politique de la chaise vide pratiquée par le général de Gaulle en 1965 qui avait réussi à s'opposer au passage au vote à la majorité qualifiée au sein du Conseil des ministres. Mais, outre que l'Europe des Vingt-Sept de 2022 n'est plus celle des Six de 1965, le coût politique pour la France a été tellement énorme qu'elle ne s'y est plus jamais risquée. Certes, on peut imaginer que brandir son droit de veto dans les rares domaines soumis à l'unanimité puisse fonctionner dans quelques occasions, mais la France perdrait son influence en l'utilisant trop souvent, ses partenaires n'étant pas prêts à accepter ses diktats.

L'Europe n'est pas une France en plus grande contrairement à ce que semblent croire les populistes français, mais une machine à fabriquer du compromis entre des positions antagonistes afin que chacun s'y retrouve un peu.

Dernière idée à la mode : la gauche radicale et l'extrême droite, s'inspirant des idées de Michel Barnier à moins que ce ne soit l'inverse, veulent en finir avec la supériorité du droit européen sur le droit national afin de mener librement les politiques qu'ils préconisent. Ils peuvent le faire sans l'accord de leurs partenaires, en modifiant la Constitution, mais, là aussi, la France s'exposerait à des sanctions.

Billet

[Michel Barnier: l'Élysée vaut bien un «Frexit»](#)

[Europe](#)

10 sept. 2021

Autant dire que le rêve très napoléonien des candidats populistes, une Europe qui se plierait sans rechigner aux volontés de la France, n'a aucune chance de se réaliser. On peut certes modifier les traités et les politiques européennes, comme l'a montré l'incroyable adaptabilité de l'Union lors de la pandémie de coronavirus, mais en coopération avec ses partenaires et non à coups de menton. Le Frexit est, de ce point de vue, plus cohérent et moins hypocrite, car toutes les «propositions» de réformes des populistes aboutissent inéluctablement à une sortie de l'Union.

[Programmes de la présidentielle 2022: à fond le fondElection Présidentielle](#)